



Interventions de M. Jean Pierre-Bel, Envoyé personnel du Président de la République en Amérique latine et dans les Caraïbes, et de M. Jean-Michel Blanquer, Président de l'Institut des Amériques, à France-Amériques le 31 août.

Dans le prolongement de la conférence annuelle des ambassadeurs, France-Amériques organisait le lundi 31 août un petit-déjeuner/rencontre entre les ambassadeurs des Etats américains accrédités en France et les ambassadeurs de France dans les Etats américains, en présence de M. Christian Masset, Secrétaire général du Quai d'Orsay, et de Mme Kareen Rispal, Directrice des Amériques. Il s'agissait d'une "première" dans l'agenda de l'association.

A cette occasion M. Jean-Pierre Bel, ancien président du Sénat, Envoyé personnel du Président de la République en Amérique latine et dans les Caraïbes, invité d'honneur, et M. Jean-Michel Blanquer, Président de l'Institut des Amériques et Directeur général du groupe ESSEC, avaient accepté d'intervenir en qualité de "guest speakers".

M. Jean-Michel Blanquer a rappelé les origines de l'Institut des Amériques, un groupement d'intérêt scientifique créé il y a quinze ans avec le CNRS afin de fédérer les institutions académiques françaises intéressées par l'Amérique ou d'ores et déjà engagées dans cette voie, l'IHEAL étant la première d'entre elles. L'IDA, une structure unique en son genre, réunit une soixantaine d'établissements d'enseignement supérieur. Il a, depuis sa création, affirmé sa vocation transatlantique et contribué à créer sur ce terrain une dynamique européenne qui s'est traduite par le premier sommet académique tenu lors de la rencontre UE-Celac de Santiago en 2013 puis à nouveau, en juin dernier, lors du sommet réuni à Bruxelles. Ce rôle et la perspective européenne qu'il sous-tend est illustré par la présence d'une personnalité britannique à la présidence du conseil scientifique de l'IDA et les liens étroits que l'Institut entretient avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, entre autres partenaires, mais aussi par le statut qui lui a été reconnu en tant que partenaire stratégique de la Fondation Eurolac dont le siège est à Hambourg. Sa vocation à renforcer les échanges et la coopération éducative et académique avec les Amériques trouve une illustration concrète dans sa participation au projet de campus franco-mexicain qui sera créé à Mexico mais qui aura une vocation régionale et dont la mise en place est confiée à M. Carlos Quenan, professeur d'économie à l'IHEAL (Paris III) et vice-président de l'IDA. Ce campus aura pour vocation de couvrir tous les champs de la connaissance : sciences sociales, "sciences dures" et gestion. L'Essec y sera présente.

Jean-Michel Blanquer a précisé les cinq principaux domaines d'activité de l'IDA :

- 1/ la recherche : à ce titre l'Institut organise chaque année un colloque international : le prochain se tiendra à Toulouse sur le thème de l'innovation dans les Amériques (la structure de l'IDA est déconcentrée en 5 régions y compris la région Antilles-Guyane), le suivant portera sur l'Amérique et l'Asie;

2/ la documentation et les ressources bibliographiques (la bibliothèque de l'IHEAL comporte à elle seule plus de 130 000 ouvrages) : l'IDA s'installera sur le futur campus Condorcet qui sera ouvert au Nord-est de Paris avant la fin de la décennie et qui sera le premier campus européen de recherches en sciences humaines et sociales;

3/ l'Education et l'Enseignement supérieur : l'IDA a contribué à la création en France de nombreuses chaires spécialisées sur le Mexique, la Colombie, le Brésil, le Chili ainsi que la Chaire Simon Bolivar, ouverte aux latino-américanistes, créée au sein de l'IHEAL;

4/ le développement de partenariats entre le monde académique et les entreprises en association avec des institutions telles que France-Amériques mais aussi, Jean-Michel Blanquer a insisté sur ce point, dans le cadre d'une relation étroite avec le Quai d'Orsay dont témoigne la présence à ses côtés d'un conseiller diplomatique, l'ambassadeur Philippe Bastelica, l'IDA jouant ici un rôle de "think tank";

5/ l'activité internationale, illustrée par sa capacité à exister sur les campus américains, où il compte une dizaine d'implantations aujourd'hui, et à y envoyer des "doctorants IDA".

L'ensemble représente un capital : "une communauté d'américanistes". Ils sont les héritiers des grands précurseurs (Claude Lévi-Strauss, Fernand Braudel...). Ils constituent un milieu dynamique dans le domaine des sciences sociales. Le défi aujourd'hui est de renouveler les thèmes de recherche, sans exclusive, dans les domaines des sciences dures, de l'ingénierie et du management. L'objectif, au delà de la reconnaissance mutuelle des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur des deux rives de l'Atlantique, est aussi de faire reconnaître leur qualité à travers la constitution d'une agence européenne face au monopole actuel du classement de Shanghai et ses limites... Il s'agit là d'un effort de longue haleine. L'IDA y travaille depuis plusieurs années.

Le Président Jean-Pierre Bel a rappelé les circonstances de sa désignation en tant qu'Envoyé personnel du Président de la République en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le prolongement des relations personnelles qu'il avait nouées avec de nombreux chefs d'Etat et personnalités des pays de la région, notamment lorsqu'il exerçait la présidence du Sénat. Il a rappelé que c'était à l'initiative de la Haute Assemblée, sous la Présidence de M. Gérard Larcher, qu'une journée de l'Amérique latine avait été créée en 2011 afin de marquer le début des célébrations du bicentenaire des Indépendances. Le succès de cette "journée" et les nombreuses manifestations auxquelles elle donnait lieu faisaient qu'elle se prolongeait désormais pendant une semaine.

Son rôle en sa qualité d'Envoyé personnel du Chef de l'Etat n'était pas de se substituer aux ambassadeurs de France dans la région, à l'action desquels il a rendu hommage, mais de les accompagner et de les aider dans leur mission, en œuvrant sur les terrains politique, culturel et économique. Sa nomination marquait l'intérêt renouvelé, au plus haut niveau de l'Etat, pour le développement et le renforcement de nos relations avec tous les pays de la région, une région aujourd'hui apaisée, dans le contexte d'un monde troublé, où le temps des dictatures paraissait loin et avec laquelle nous partageons les mêmes valeurs. Certes, après avoir connu une décennie de forte croissance, l'Amérique latine connaissait aujourd'hui un net ralentissement, lié notamment au recul de la demande chinoise, mais cela ne devait nullement remettre en cause notre intérêt pour cette région qui ne répondait pas à un effet de mode. La COP 21 pourrait être un levier pour répondre aux défis qui étaient aujourd'hui posés et accompagner les pays de la région dans leur développement.

Evoquant le récent voyage du Président de la République à Cuba, à la préparation duquel il avait œuvré étroitement et qui faisait suite à une première visite du Ministre des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius, Jean-Pierre Bel a souligné que la France avait adressé un message politique à l'ensemble de l'Amérique latine, où la question cubaine était posée depuis longtemps, et au delà. Nos partenaires européens s'engageaient à leur tour dans la même voie. De leur côté les Etats-Unis avaient compris l'inefficacité de la politique qu'ils avaient suivie depuis un demi-siècle et notamment celle de l'embargo. Cela dit, la situation de Cuba était difficile. Il nous fallait porter un regard équilibré sur ces difficultés et qui tienne compte de ce que nous pouvions apporter à ce pays. Premier créancier public de Cuba mais aussi chargée de la présidence du Club de Paris, la France aurait un rôle important mais délicat à jouer sur ce terrain particulier.

Lors de l'échange qui a suivi, évoquant à son tour les difficultés que plusieurs pays de la région connaissaient sur le terrain économique, *Carlos Quenan*, citant le journaliste argentin Andres Oppenheimer - "les conditions de l'orage parfait sont réunies en Amérique latine" - a observé que pour la première fois depuis 10 ans le PIB moyen per capita diminuerait cette année en Amérique latine, compte tenu de sa croissance démographique, mais il fallait selon lui se garder de tout pessimisme excessif. Les pays étaient aujourd'hui beaucoup moins endettés et si la situation de certains était certes problématique (allusion sans doute au Venezuela), d'autres s'étaient montrés plus sages. Le moment était venu de revenir sur les questions plus structurelles telles que l'éducation, où des efforts importants avaient déjà été faits, la science et la technologie, "un terrain où la France et l'Europe ont des atouts que la Chine n'a pas". *Mme Kareen Rispal* a souligné l'intensité exceptionnelle des relations politiques et des échanges de visites dans les deux sens. Elle a relevé que l'excédent commercial de la France avec l'Amérique latine était supérieur à celui qu'elle enregistrait dans ses échanges avec l'Afrique. Nos grandes entreprises y étaient très présentes, l'effort devait porter sur les PME. Trois domaines d'action possibles apparaissaient : la croissance verte et notamment le développement des énergies renouvelables, la coopération décentralisée et l'innovation.

Ouverte par le Président *Jean-Luc Fournier*, qui a rendu hommage à cette occasion à la mémoire de deux membres prestigieux de France-Amériques, l'Ambassadeur Jacques Andreani et l'Amiral Jean Bétermier disparus cet été, la rencontre a été close par Me *Jean-Claude Beaujour*, vice-président, qui a rappelé la vocation fédératrice de France-Amériques. France-Amériques offre une plateforme de contacts et d'échanges sur des thèmes divers, entre secteurs économiques, intellectuels et sociaux différents, et couvre l'ensemble du continent américain. Il a salué à cet égard, parmi les nombreux chefs de missions diplomatiques et invités ayant participé à la rencontre, où il avait beaucoup été question de l'Amérique latine, la présence de l'ambassadeur du Canada, M. Laurence Cannon, et celle de la directrice générale de la chambre de commerce et d'industrie franco-canadienne.

(Pierre-Jean Vandoorne, membre du conseil de France-Amériques)